



HAL
open science

Réfugiés italiens dans le Sud-Ouest de la France (1924-1940). Mémoire et héritage

Carmela Maltone

► **To cite this version:**

Carmela Maltone. Réfugiés italiens dans le Sud-Ouest de la France (1924-1940). Mémoire et héritage. Ancrage: magazine de la mémoire des communautés du Lot-et-Garonne , 2016, Grand Villeneuvois, Carrefour de souffrance et d'espoir, Hors-Série, p. 4-19. hal-01453387

HAL Id: hal-01453387

<https://hal.science/hal-01453387>

Submitted on 2 Feb 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Article publié in Grand Villeneuvois, Carrefour de souffrance et d'espoir, Revue *Ancrage*, Hors-Série, octobre 2016, p. 4-19.

Réfugiés italiens dans le Sud-Ouest de la France (1924-1940). Mémoire et héritage.

Carmela Maltone

Maître de Conférences en Histoire Politique et Sociale de l'Italie Contemporaine, Université Bordeaux Montaigne.

29 janvier 2017

Résumé

Au début des années vingt, des milliers d'opposants au fascisme sont contraints à l'exil. Intellectuels, parlementaires, responsables politiques et syndicaux ou simples militants trouvent refuge en France, en particulier à Paris mais aussi dans le Sud-Ouest.

Déterminés à poursuivre depuis l'exil leur combat contre la dictature, ces antifascistes vont, avec l'appui de la gauche française, reconstituer en Gascogne leurs organisations politiques, créer des journaux et développer une intense activité économique et sociale au sein des immigrés italiens. Dans le droit fil de leurs expériences dans les régions d'origine, ils vont créer dans le grand Sud-Ouest des coopératives agricoles, ouvrières, et des organisations syndicales pour les paysans et les maçons italiens.

Si, sur le plan humain, l'exil fut une épreuve fort douloureuse, il fut très fécond sur le plan politique ; les idées des réfugiés, leurs réflexions ont enrichi l'humus dont s'est nourrie l'Italie libérée du fascisme et la République. L'exil, loin d'être un repli sur soi fut pour ces réfugiés un espace de rencontre, de solidarité politique, humaine et matérielle entre gauches italienne et française. L'exil est ainsi un lieu où les histoires des deux pays se croisent.

Mots clés

Réfugiés italiens, Antifascistes, Exilés italiens, Opposants italiens, Entre-deux-guerres, Fascisme, Antifascisme, Sud-Ouest.

Introduction

L'émigration politique, économique, climatique actuelle vers le continent européen invite au rappel d'autres vagues de migrations. Aujourd'hui comme hier, les causes des mouvements migratoires s'enchevêtrent. On fuit tout à la fois la misère, les atrocités des conflits et l'oppression dans la simple et légitime perspective d'une vie meilleure sur les plans économique, social et politique. L'émigration italienne de l'Entre-deux-Guerres vers le Sud-Ouest et tout particulièrement vers l'Aquitaine ne fait pas exception. Elle est même un exemple paradigmatique d'une émigration où les raisons économiques étaient très liées aux causes politiques, car le moteur des départs était bel et bien la détérioration des conditions de vie, de travail, du climat social et politique engendrée par la dictature fasciste.

Or les investigations que nous avons entreprises dans les archives tant françaises qu'italiennes confirment non seulement le lien indissociable entre les causes économiques et politiques de cette émigration, mais révèlent aussi la présence, dans le flot des soi-disant émigrés ordinaires, d'un noyau de réfugiés appartenant à l'élite politique et syndicale de l'Italie préfasciste. Nos recherches mettent en lumière une émigration politique d'une très grande richesse et originalité. En dépit de cette double composante, la mémoire collective n'a retenu que l'aspect économique de cette émigration en raison, très certainement, de son adaptation aux besoins de la France de l'époque. Afin de restituer le phénomène migratoire dans sa globalité, nous allons apporter un éclairage sur cette émigration forcée.

Le temps de l'action sociale et économique

Les antifascistes venus se réfugier dans le Sud-Ouest entre 1924 et 1926 constituent un groupe très particulier qui a fait preuve d'une vitalité politique et intellectuelle incontestable et qui a élaboré des actions parmi les plus singulières du mouvement antifasciste en France. Ils étaient presque uniquement des cadres syndicaux, des parlementaires, des élus locaux, des responsables des différentes formations de la gauche socialiste tant réformiste que révolutionnaire. Certains de ces cadres étaient aussi des intellectuels à l'origine de nouveaux courants d'idées. Ceux qui provenaient des rangs ouvriers étaient fortement acculturés car ils avaient acquis une très grande maîtrise de la culture dominante qu'ils contestaient¹.

Parmi les cadres syndicaux, citons Alceste De Ambris, secrétaire nationale de la troisième organisation syndicale italienne, *l'Unione Sindacale Italiana* (USI), d'essence révolutionnaire et député de la province de Parme. Giovanni Faraboli, l'un des artisans du système des coopératives d'Emilie mais également Adelmo Pedrini et Ettore Cuzzani, respectivement secrétaires de la

¹ Nous tenons à préciser que cet article trouve sa source d'inspiration dans Carmela Maltone, *Exil et Identité. Les antifascistes italiens dans le Sud-Ouest. 1924-1940*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2006, p.255.

Bourse du Travail et de l'Union Paysanne de Bologne, ou encore Amedeo Azzi, un jeune ouvrier secrétaire de la Bourse du Travail de Parme.



Alceste De Ambris et Giovanni Faraboli, Archivio Centrale di Stato (ACS), Rome

Parmi les intellectuels et l'élite politique figuraient l'universitaire social-démocrate Silvio Trentin et, dans la même mouvance, le journaliste-essayiste Luigi Campolongo, futur responsable en France de la *Lega Italiana dei Diritti dell'Uomo* (Ligue Italienne des Droits de l'Homme, Lidu), mais aussi Francesco Ciccotti, Francesco Frola, Guido Giacometti, des parlementaires socialistes réformistes².

Bien qu'appartenant à une gauche plurielle, ce groupe était soudé par une origine géographique commune, par l'implication dans une même cause et par une même conception de la politique. Ils arrivaient presque tous du Nord de l'Italie et tout particulièrement d'une région déjà citée, l'Émilie, forteresse de la gauche. Ils s'étaient impliqués dans l'amélioration de la condition paysanne au travers de leur action parlementaire et syndicale mais surtout dans la création et l'organisation d'un vaste réseau de coopératives agricoles.

Pour cette gauche plurielle, la coopération était l'élément central d'un système économique alternatif au libéralisme car elle permettait, à leurs yeux, de parvenir à la fois à une amélioration des conditions de vie des paysans et à une gouvernance économique centrée sur l'équité et la solidarité. Ce nouveau modèle économique, très proche de la notion actuelle d'économie sociale et solidaire, avait été mis en œuvre à grande échelle dès la fin du XIX^{ème} siècle justement en Émilie en raison d'un terrain politique favorable, mais la milice fasciste l'avait complètement anéanti à partir de 1921³.

Le grand nettoyage politique et social poussait donc à l'exil cette élite qui partageait beaucoup plus que l'opposition au fascisme et les valeurs de la gauche. Elle avait en commun des réalisations pionnières, des expériences socialement innovantes, un esprit créatif et dynamique. Le poids de l'histoire et des symboles fut sans doute déterminant dans le choix de la France car, dans toutes les mémoires, ce pays était le gardien des libertés universelles mais d'autres facteurs plus prosaïques furent tout aussi essentiels.

En France et tout particulièrement à Paris, ils pouvaient entrer en contact avec les premiers noyaux de réfugiés antifascistes et trouver aide et assistance auprès de la jeune Lidu. C'est

² Pour les informations relatives à cette élite politique et syndicale nous avons consulté plusieurs sources, notamment celles des Archives Nationales de Rome : Archivio Centrale di Stato (ACS), fonds Casellario Politico Centrale (CPC).

³ Parmi les nombreuses études sur le système coopératif émilien, voir : Angelo Varni (sous la direction de), Emilia Romagna terra di cooperazione, Bologna, Eta Analisi, 1999.

effectivement dans la capitale que les premiers exilés avaient donné naissance à l'homologue italienne de la LDH, qui avait comme mission d'apporter un soutien matériel à tous les réfugiés et de plaider pour la régularisation des antifascistes sans papiers car de nombreux opposants étaient contraints de franchir la frontière sans passeport, les autorités fascistes ayant retenus ceux-ci par mesure de rétorsion.

En choisissant la France, les réfugiés tenaient aussi bien sûr compte de la situation politique et économique française. En 1924, pendant que le fascisme faisait table rase de l'opposition, la gauche française gagnait les élections et la nouvelle classe politique se déclarait solidaire des antifascistes et ne voyait aucun inconvénient à les accueillir dans l'Hexagone où ils pourraient facilement trouver de l'embauche grâce à une économie en très forte expansion.

Cependant Paris n'a représenté qu'une étape pour ces réfugiés car les sources écrites signalent leur présence dès 1925 dans certaines localités du Sud-Ouest et tout particulièrement dans l'agenais, dans le toulousain et dans le Gers, là où des milliers de paysans italiens étaient en train d'affluer : entre 1924 et 1926 viennent s'installer de manière définitive dans cette zone de désertification rurale environ 36.000 cultivateurs, familles comprises, originaires de la Vénétie, région où l'emprise de la culture catholique était très forte. Ces paysans étaient globalement pratiquants, dociles, plutôt individualistes et peu politisés.

Pour des réfugiés impliqués depuis longtemps dans l'organisation du monde paysan, cette immigration représentait un appel irrésistible à se rendre dans les régions du Sud-Ouest, à la fois pour mettre leur expérience au service de ces paysans immigrés et les rallier à la cause antifasciste. Sur le terrain politique, ces immigrés représentaient un potentiel utile pour construire dans le Sud-Ouest un mouvement d'opposition et redonner vie aux formations socialistes dissoutes en Italie.

Le Sud-Ouest présentait un avantage supplémentaire : la forte présence de la gauche française dans ces territoires. La Gascogne était en effet traditionnellement une région d'élus radicaux de gauche ou socialistes, des forces qui pouvaient aider les exilés italiens à sensibiliser les opinions publiques locales et immigrées contre le fascisme.

La rencontre entre cette élite et ce monde paysan donnera à l'exil un visage particulier et prendra une forme pour le moins inédite dans le cadre de l'immigration politique italienne en France. Les réfugiés arrivaient dans le Sud-Ouest avec l'intention précise de conquérir les immigrés à la cause antifasciste en reproduisant avec eux le modèle coopératif émilien. Au lieu d'être la reconstruction d'une vie normale ailleurs, l'exil devait servir de base à la lutte contre le fascisme.

Dans les campagnes aquitaines, l'approche politique de l'immigré s'effectuait ainsi de manière peu banale : les organisations agricoles devaient préparer la mise en place des formations politiques. La réactivation des coopératives était indissociable de l'action antifasciste. La reconstruction dans un pays libre des structures anéanties par le régime se voulait une démonstration claire de l'existence d'une communauté antifasciste active, compacte et déterminée à affirmer dans l'exil tant son hostilité au régime que la vitalité de ses idéaux. Il va sans dire que ces coopératives étaient aussi destinées à fournir un soutien financier important et durable au mouvement antifasciste.

Il ne fut cependant pas question de reproduire mécaniquement le modèle coopératif émilien. Confrontés à des paysans plutôt réticents à toute forme d'association basée sur la socialisation du travail et de la production, les réfugiés furent contraints à le repenser et à l'adapter aux aspirations

de leurs nouveaux interlocuteurs. Le modèle émilien cédait la place à des formules plus restreintes, toutefois très originales.

A partir de 1925 ce groupe créait dans les centres névralgiques de l'immigration paysanne italienne, Agen, Nérac, Montauban, Muret, des associations de mutualisation des services agricoles : la *Società Agricola Franco-Italiana*, l'*Associazione degli Agricoltori* et le *Consorzio Agrario Franco-Italiano*.

Ces structures économiques communément dénommées Consortiums étaient chargées de négocier pour les agriculteurs adhérents les meilleurs prix d'achat de fournitures (semences, engrais, outils) et de vendre au meilleur prix leur production. En proposant cette forme de coopérative, les exilés pensaient construire un outil à la croisée entre leurs propres idéaux et les besoins des populations immigrées. Les services proposés par ces coopératives permettaient d'améliorer la condition paysanne tout en développant un esprit de solidarité qui respectait la libre initiative tant chérie des paysans vénètes.



Francesco Ciccotti, source ACS.

Les architectes de cette initiative furent les anciens parlementaires socialistes, Francesco Ciccotti et Guido Giacometti qui en confièrent la direction à Ettore Cuzzani, ancien secrétaire de la Bourse du Travail de Bologne. Des coopératives de production furent aussi créées dans la plaine toulousaine : les sources relatent la mise en place aux alentours de 1927 d'une coopérative laitière, la *Casa del Latte*, et d'un grenier collectif qui, dans le respect du modèle émilien, se complétait en 1928 avec une minoterie et une boulangerie coopérative. Ces initiatives furent concrétisées en partie grâce à l'aide financière que les exilés recevaient de riches antifascistes restés en Italie, soutien qui parvenait par un très complexe chemin bancaire⁴.

L'impact de ces initiatives sur les immigrés italiens fut très positif, au point que leurs initiateurs envisagèrent la mise en place d'un système de micro-crédit à destination des paysans italiens que les banques françaises rejetaient par manque de garanties, parce qu'ils n'étaient pas Français et parce que leurs ressources étaient incertaines. Grâce à leur expérience dans la création de Caisses Rurales en Italie et aux relations avec les instituts bancaires italiens, ils donnaient naissance en janvier 1926 à Toulouse au *Credito Franco-Italiano* (Crédit Franco-Italien), une filiale de la *Banca Popolare* de Turin, un institut bancaire spécialisé, comme toutes les banques populaires, dans les prêts aux petits agriculteurs et aux petits industriels. Il était doté à sa naissance d'un consistant capital de 5 millions de francs.

La nature antifasciste du *Credito Franco-Italiano* était irréfutable car son conseil d'administration était formé pour



Francesco Frola, source ACS.

⁴ Les informations relatives à ces organismes économiques trouvent leur source dans les revues agricoles éditées par ces consortiums : *L'Agricoltore Franco-Italiano* et *La Voce dei Campi* (La Voix des Champs). Ces revues sont conservées à la Bibliothèque Nationale de Paris et aux Archives Départementales de Lot-et-Garonne, de la Haute Garonne et de Tarn-et-Garonne.

moitié du groupe d'exilés déjà cités : Francesco Frola, Adelmo Pedrini, Paolo Bertoluzzi et Ettore Lodigiani; l'autre moitié était constituée de socialistes français de renom, dont le maire de Toulouse, Etienne Billières, qui en assurait la présidence.

Le rôle de président assumé par le maire de Toulouse allait bien au-delà du simple geste de fraternité entre socialistes. Il prenait une dimension politique, car son appui à cette initiative visait à accroître l'influence antifasciste sur les immigrants.

Dès les premiers mois de son existence, des agences furent créées à Agen, à Nérac, à Montauban et à Muret mais aussi dans des centres d'immigration de moindre importance comme Castelsarrasin, Valence d'Agen (Tarn-et-Garonne), Auterive, Villefranche du Lauragais et Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne). La banque obtenait dès le départ des résultats encourageants car son chiffre d'affaires ne tarda pas à dépasser les dix millions de francs⁵.

Cette nouvelle initiative connaîtra un triste épilogue. Le gouvernement italien nationalisait son système bancaire en avril 1926. Le consul de Toulouse alertait Rome sur le caractère insidieux de cette réalisation antifasciste : le crédit correspondait à un réel besoin des paysans et il pouvait permettre aux exilés de gagner pour de bon leur sympathie et leur adhésion.

Par volonté du gouvernement italien, les antifascistes fondateurs de la banque furent évincés de la direction et remplacés par des fascistes. Pour gommer sa marque antifasciste, l'établissement fut renommé en *Banca Commerciale Franco-Italiana* et son siège fut transféré à Paris même si Toulouse restait son principal centre d'activité. La nouvelle direction faisait table rase du projet initial et le remplaçait par des opérations purement spéculatives dans le foncier et les prêts hypothécaires⁶.

Loin d'être conçues comme l'expression d'une économie ethnique, ces espaces étaient ouverts aux Français. Nouer des rapports avec le monde rural gascon, avec son élite politique, ses associations, ses simples cultivateurs apparaissait à ces antifascistes comme la passerelle la plus naturelle pour promouvoir l'intégration des immigrants italiens et valoriser aussi leur image.

Dans un Sud-Ouest se dépeuplant et en panne économique, les actions antifascistes suscitèrent un grand intérêt chez les autorités publiques et les responsables des institutions rurales qui en espéraient la renaissance et le renouvellement. Dans ce contexte, les expériences antifascistes incarnaient la résurrection de la Gascogne et suscitaient l'espoir de faire entrer le Sud-Ouest dans la modernité. Aux yeux de cette élite locale, le dynamisme, le professionnalisme, le pragmatisme des antifascistes devenaient par extension des qualités des immigrants italiens. Ceux-ci étaient ainsi élevés au rang de prototype du paysan moderne⁷.

Cette nouvelle image de l'immigré amenée par les exilés va s'opposer à la perception stéréotypée de l'immigré italien qui régnait sans partage dans l'imaginaire collectif aquitain. Pour

⁵ L'ouverture du Credito Franco-Italiano fut annoncée par le journal antifasciste italien *Il Mezzogiorno* du 23 novembre 1925 et la revue *L'Agricoltore Franco-Italiano*, janvier 1926. Plusieurs journaux locaux français s'intéressèrent à posteriori à cette banque : *L'Express du Midi*, 16 janvier 1927 ; *Le Télégramme*, 18 janvier 1927, *Le Midi Socialiste*, 20 février 1927.

⁶ A propos de la fascisation de cette banque, voir la correspondance entre le Consul italien à Toulouse et son Ministre de l'Intérieur à Rome, ACS, fonds Ministero dell'Interno, Pubblica Sicurezza, 1929, Série J 4, liasse 195, dossier Tolosa-Movimento Sovversivo. Banca di Sovversivi Italiani (Toulouse - Mouvement Subversif. Banque Subversives Italiens).

⁷ Lire les propos du responsable de la Confédération des Agriculteurs du Sud-Ouest publiés dans *Il Mezzogiorno* du 20 février 1926.

les propriétaires locaux, l'immigré italien était à cette époque un individu docile mais ignorant, obéissant mais inexpérimenté, frugal mais arriéré.

Les réalisations dans le domaine agricole n'ont représenté qu'une partie de l'action entreprise sur le terrain économique. En arrivant en France, les antifascistes découvraient un pays en plein essor économique et des pouvoirs publics prêts à profiter de cette croissance pour moderniser les infrastructures et investir dans le logement populaire. Devant ces larges perspectives de travail, les réfugiés furent incités à créer des coopératives ouvrières dans le bâtiment et les travaux publics. Ce nouveau projet trouvait ses ressources financières dans les capitaux que les coopératives émiliennes avaient transférés clandestinement en France pour éviter qu'ils ne soient saisis par le gouvernement fasciste.

Pour l'aboutissement de ce projet, les réfugiés comptaient également sur le capital de sympathie et de confiance dont l'antifascisme jouissait dans les milieux politiques, maçonniques et économiques français, car il s'agissait bien d'obtenir des commandes publiques.

C'est donc sur la base de ces deux types de soutien que les antifascistes exilés dans le Sud-Ouest fondaient entre 1925 et 1933 deux coopératives ouvrières à Toulouse, l'*Emancipation* et *Le Progrès* et une troisième à Saint-Gaudens, la *Coopérative Ouvrière du Comminges*.



Amedeo Azzi, source ACS.

L'*Emancipation*, n'est qu'une simple francisation du nom de la coopérative des terrassiers de Fontanelle, bourg situé près de Bologne, ce qui atteste clairement leur souhait de pérenniser l'expérience sociale émilienne. La continuité était assurée par des dirigeants adeptes du modèle émilien. La responsabilité de l'*Emancipation* fut effectivement confiée à Amedeo Azzi, l'un des dirigeants des coopératives de Fontanelle.

A la différence des associations agricoles, leur champ d'action ne fut pas seulement local. Ces coopératives ouvrières obtinrent des marchés dans des localités du Sud-Ouest administrées par la gauche, Villeneuve-sur-Lot, Toulouse, Villemur en Haute-Garonne, Montauban, Moissac dans le Tarn-et-Garonne mais surtout dans le nord de la France où les besoins d'infrastructures modernes étaient les plus pressants. C'est dans le Nord que l'*Emancipation* construisit un grand nombre de logements sociaux et prit en charge des travaux d'électrification du réseau ferré. Selon ses dirigeants, elle mena 17 chantiers entre 1924 et 1930 pour un chiffre d'affaires de 21 millions de francs et employa plusieurs milliers d'ouvriers italiens. Ces coopératives ouvrières offraient en effet du travail tant aux réfugiés qu'aux immigrés mais à condition que ces derniers adhèrent aux organisations antifascistes et aux organisations syndicales françaises, de préférence à la Fédération du Bâtiment de la CGT⁸.

Ces exilés estimaient que la syndicalisation des immigrés était importante, à la fois un puissant vecteur d'intégration et un antidote aux dérives xénophobes. Ces dernières constituaient un risque réel car les immigrés italiens avaient tendance à accepter n'importe quelles conditions de travail et se rendaient ainsi perméables aux pratiques patronales françaises qui bafouaient le

⁸ Pour les informations relatives aux coopératives ouvrières, nous nous sommes référés à différentes sources notamment Primo Taddei, *Fontanelle in patria e in esilio. Storia del cooperativismo in un comune italiano*, Toulouse, Fédération du Sud-Ouest du Parti Socialiste Italien, 1932.

principe de l'égalité de traitement. Cette malléabilité de la main-d'œuvre italienne amenait les ouvriers français à se méfier des Italiens. Les exilés considéraient que la frontière entre méfiance et rejet pouvait être franchie en cas de crise économique.

L'encouragement à l'intégration dans les structures syndicales venait aussi de l'intuition qu'un grand nombre d'immigrés ne retournerait pas en Italie ; face à une immigration définitive, il fallait que les Italiens participent avec les ouvriers français à la défense des valeurs et des intérêts communs. Dans la perspective d'une insertion dans le corps social hexagonal, le travailleur italien devait être solidaire de son camarade français.

Pour sensibiliser les paysans italiens à s'affilier aux syndicats français, ils n'hésitèrent pas à battre les campagnes du Sud-Ouest. Pour accélérer le processus d'adhésion, ces exilés créèrent des comités syndicaux spécifiquement italiens affiliés à la CGT. En 1926, naissait au sein de la CGT toulousaine le *Comitato Sindacale Italiano dei Lavoratori della Terra*, (Comité Syndical Italien des Travailleurs de la Terre.) dans le but de faire évoluer les conditions quelque peu archaïques du monde rural du Sud-Ouest. Ce comité syndical essaima dans toutes les localités administrées par la gauche et autour desquelles existaient une forte concentration de paysans italiens⁹.

Sans vouloir rentrer dans les détails, voici quelques éléments qui dépeignent la condition des ouvriers agricoles de l'époque : inexistence de convention collective, salaires définis de manière arbitraire, absence de toute prestation sociale, que ce soit retraite, assurance maladie ou congés annuels. A défaut d'un cadre commun de référence, le monde rural était régi par les us et coutumes locaux.

La condition paysanne dans le Sud-Ouest était non seulement nettement inférieure à celle de l'industrie mais également très en retrait de celle des régions d'origine des immigrants italiens où les exilés avaient participé aux conquêtes sociales.

Dans la plate-forme de ce syndicat paysan italien élaborée par les exilés, on retrouve en filigrane les droits revendiqués par le mouvement syndical italien comme l'introduction d'un contrat collectif régional pour chaque catégorie d'actifs agricoles, les huit heures pour les salariés, une indemnisation des valorisations apportées par le métayer ou le fermier et surtout un contrôle syndical sur le placement de la main-d'œuvre ainsi que l'introduction d'un revenu minimum de survie assuré par le propriétaire en cas de calamités naturelles ou économiques¹⁰.

Face à une activité antifasciste si riche et diversifiée se pose la question de son emprise. Les diverses initiatives n'ont suscité certes pas un engouement de masse, mais ont eu un rayonnement réel. Les sources nous apprennent que chaque Consortium regroupait entre 50 et 100 adhérents, que la coopérative ouvrière Emancipation donna du travail comme déjà annoncé à environ 3.000 personnes et que le syndicat italien des paysans rassembla une centaine de délégués à son troisième congrès, en 1929¹¹.

⁹ La constitution de ce comité syndical fut annoncée par des journaux antifascistes mais aussi par des organes de presse socialistes français notamment : *Il Mezzogiorno* du 10 avril 1926, *Corriere degli Italiani* du 28 avril 1926 et *Le Gers Socialiste* du 26 avril 1926.

¹⁰ La plate-forme de ce syndicat fut publiée entre le 28 avril et le 3 octobre 1926 par le *Corriere degli Italiani*.

¹¹ Primo Taddei, *Fontanelle in patria e in esilio*, op. cit. p. 69; *La Libertà* du 7 avril 1929.

Le temps de l'action politique

Les structures socio-économiques vont constituer une sorte de cheval de Troie permettant de sensibiliser les immigrés à l'action antifasciste. Ces structures furent effectivement doublées par des organisations politiques. Comme partout dans l'hexagone, ces réfugiés fondèrent leurs partis et les implantèrent le plus finement possible sur le territoire aquitain.

Entre 1926 et le début des années 1930, les exilés socialistes ouvraient dans le Sud-Ouest une cinquantaine de sections avec environ 500 adhérents ; ce nombre peut sembler dérisoire au regard de la masse des immigrés mais il n'était pas du tout négligeable par rapport aux 3.000 inscrits que les socialistes italiens comptaient en France¹².

L'emprise des antifascistes communistes est en revanche moins saisissable en raison d'une activité politique conduite dans la semi-clandestinité. Les communistes étaient en effet considérés par le gouvernement de Rome et, dans une moindre mesure par les autorités françaises, comme les antifascistes les plus redoutables et donc les plus surveillés. Les sources dont nous disposons, celles des informateurs fascistes et du PCI, font état d'une présence concentrée d'une part dans le sud de l'agenais et de l'autre à Toulouse. Les organisations communistes qui y drainaient le plus d'adhérents étaient dans les années 30 les *Comitati Proletari Antifascisti* (Comités Proletariens Antifascistes) et le Secours Rouge International puisque les uns avaient une centaine d'adhérents et l'autre environ 300.

A côté des formations politiques traditionnelles, ce même groupe d'exilés fut à l'origine de l'éclosion dans le Sud-Ouest d'organisations antifascistes nées dans l'exil, la *Lega Italiana dei Diritti dell'Uomo* (Lidu) et la *Concentrazione Antifascista* (Concentration Antifasciste), deux instances qui réunissaient des hommes et des partis de la mouvance social-libérale, social-démocrate et socialiste. En 1927, la Lidu dénombrait 375 adhérents dans le Sud-Ouest pour un total de 1.438 en France¹³. Son influence localement ne fut pas donc mince au regard des autres régions françaises et certainement moins étriquée que les simples chiffres ne le laissent entrevoir, car adhérer aux formations politiques ne concerne, même de nos jours, qu'un tout petit noyau d'individus prêts à s'engager et à assumer une identité politique. Sur le territoire du Sud-Ouest, les sections de la Lidu les plus importantes étaient celles où les réfugiés étaient le plus fortement implantés. Agen, Nérac, Toulouse et Muret totalisaient effectivement à elles seules environ un tiers des inscrits.

Si ces formations politiques formulaient chacune son credo, elles agirent intensément contre le fascisme en organisant des manifestations, des rencontres publiques pour dénoncer la dictature tant auprès des immigrés que de l'opinion publique française. Les exilés, et plus particulièrement les socialistes, espéraient que la sensibilisation des Français pousserait la France et plus globalement tous les pays démocratiques à reléguer l'Italie fasciste au ban des nations et à l'isoler.

Même au cas où la pression internationale ne parviendrait pas à affaiblir l'Etat totalitaire, ces réfugiés estimaient qu'elle conforterait de toute façon les Italiens d'Italie qui, se sachant appuyés

¹² Archives Istituto per la Storia del Movimento della Liberazione (ISML) Milan, fonds Campolongo, liasse 3, dossier 5.

¹³ Pour les chiffres des adhérents et l'implantation des organisations politiques, nous avons consulté plusieurs sources, en particulier les Archives de l'Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione de Milan (ISML), fonds Campolongo, liasse 3, dossier 5.

par la France et les démocraties européennes, trouveraient plus aisément la force de s'opposer au fascisme.

La sensibilisation des immigrés à l'antifascisme visait à les soustraire de l'influence que le gouvernement de Rome exerçait via les consulats, les associations nationalistes et la politique d'assistance basée sur de petits avantages populistes. Promouvoir les valeurs de l'antifascisme chez les immigrés signifiait conjurer le risque d'un repli communautaire et promouvoir l'intégration. Il va sans dire qu'amener les immigrés vers l'antifascisme permettait aux exilés d'être les représentants d'un véritable mouvement d'opposition et d'avoir une légitimité politique incontestable.

L'engagement des réfugiés socialistes fut fort intense tant sur le plan de la sensibilisation des opinions que sur le terrain de la réflexion politique. La présence d'un certain nombre d'intellectuels amena le groupe à réfléchir sur le passé politique de l'Italie, sur le type de démocratie que les forces en présence avait construit, sur ses limites et sur le modèle de démocratie qu'ils souhaitaient mettre en place dans l'Italie libérée du fascisme.

Cette relecture critique du passé effectuée à la lumière des deux idéologies dominantes, le libéralisme et le socialisme, aboutissait à la conception d'un système politique de type social-démocrate complété par une très forte dose de démocratie participative. Silvio Trentin, l'un des plus brillants exilés dans le Sud-Ouest, imaginait une nouvelle société italienne constituée d'un dense réseau citoyen chargé d'exprimer et de canaliser les besoins de la société civile, de les transmettre à la classe politique et économique et d'assurer un contrôle sur celle-ci¹⁴.

Les apports théoriques et les propositions concrètes élaborées par ce groupe tout au long de son exil ont nourri et enrichi le débat au sein du mouvement antifasciste en France. Leurs idées, pas toujours partagées par les responsables de l'antifascisme parisien, ont aussi fait beaucoup discuter, créé des polémiques, des mésententes au point que l'on peut parler de deux écoles de l'antifascisme, celle de Paris plus modérée et celle du Sud-Ouest bien plus radicale et pionnière dans bien des domaines.

Leurs idées ont circulé tout d'abord dans les publications et les journaux créés par ces exilés. Entre 1925 et 1933, ils fondent trois hebdomadaires politiques, deux à Toulouse, *Il Mezzogiorno* et *Intendiamoci* et le troisième, *L'Attesa*, à Agen. Ce dernier journal vit le jour en 1926 avec le soutien de Pierre Saint Lannes, le directeur du quotidien *L'Indépendant du Lot-et-Garonne* ainsi que du bulletin agricole *Le Garonnais*¹⁵.



Ce directeur accepta de mettre son hebdomadaire agricole, *Le Garonnais*, à la disposition des exilés italiens sans doute en raison de ses convictions radicales-socialistes et de la vivacité intellectuelle de ce groupe. L'hebdomadaire antifasciste voyait le jour en adoptant le double titre,

¹⁴ Silvio Trentin presenta ses théories politiques dans plusieurs ouvrages tant en français qu'en italien. Citons : Silvio Trentin, *La crise du droit et de l'Etat*, Paris-Bruxelles, l'Eglantine, 1935.

¹⁵ *L'Attesa* est conservée aux Archives Départementales du Lot-et-Garonne, 135 JX.

L'Attesa et *Le Garonnais* et se présentait comme une tribune d'information sur la politique italienne destinée tant au lecteur italien immigré dans la région qu'à ses voisins français. L'originalité de cette expérience éditoriale réside dans la mise à disposition des antifascistes d'un journal français tout entier pour informer dans les deux langues et atteindre les deux communautés.

Dirigée par Oreste Ferrari, *L'Attesa/Le Garonnais* fut l'expression d'un antifascisme tranchant, pragmatique qui se traduisait par une information centrée sur une dénonciation méthodique des délits et des crimes perpétrés par le régime partout en Italie mais particulièrement en Vénétie, dans les localités d'origine des immigrés. En centrant l'information sur les actes de la barbarie fasciste commis dans les lieux bien connus par les immigrés, *L'Attesa* pensait susciter chez ses lecteurs une hostilité plus immédiate et plus ferme que n'importe quelle analyse savante sur les origines et la nature du fascisme.



L'Attesa débutait avec un tirage de 1.000 exemplaires, porté à 2.000 quelques mois plus tard, un chiffre très respectable puisqu'en 1926 *L'Avanti*, journal officiel du parti socialiste italien publié à Paris n'avait un tirage que de 1.500 exemplaires¹⁶. *L'Attesa* disparaît en 1927, une année après sa création ; la dureté de son ton, le

durcissement du conflit entre fascistes et antifascistes dans l'agenais avaient conduit le Préfet à suspendre sa publication.

Les antifascistes ont aussi monté une maison d'édition, *Exoria*, qui leur permettait de publier leur propre production intellectuelle. *Exoria* publia plusieurs dizaine d'ouvrages et ses publications eurent un succès inespéré : à titre d'exemple l'essai *Matteotti. Fatti e documenti* (Matteotti. Histoire et documents) réalisait en quelques mois 20.000 ventes¹⁷.

Ces réfugiés du Sud-Ouest furent aussi des assidus rédacteurs de la presse antifasciste parisienne et de la presse locale française. Les plumes antifascistes les plus prestigieuses comme celles de Silvio Trentin, Luigi Campolongo et Francesco Ciccotti, s'exprimaient régulièrement dans *La Dépêche du Midi*, le quotidien d'inspiration radical-socialiste ou le *Midi Socialiste*, l'hebdomadaire du parti socialiste toulousain.

¹⁶ Les chiffres sur le tirage viennent du rapport du 24 novembre 1926 du Commissaire Général au Préfet du Lot-et-Garonne, Archives Départementales du Lot-et-Garonne, Série 1825 W 32.

¹⁷ *Il Mezzogiorno* du 5 mars 1927.

Leurs écrits trouvèrent également place sur des journaux nationaux français comme *Le Populaire* (quotidien de la SFIO), *Le Peuple* (quotidien de la CGT) et les *Cahiers des droits de l'Homme*.



Silvio Trentin et Luigi Campoloughi, source ACS.

La production intellectuelle de ce groupe suscita l'intérêt de certains éditeurs français. La Librairie Parisienne des Sciences Politiques et Sociales, Marcel Rivière, et les Editions Sociales Internationales de Paris publièrent dans les années vingt et trente la plupart des écrits de Silvio Trentin.

Le soutien de la part de l'élite française et des forces politiques de la gauche tant modérée que radicale fut crucial, voir vital pour ces exilés. L'appui fut d'ordre politique, matériel et humain. Il n'y eut pas de manifestation ou de réunion publique qui ne fut organisée sans leur aide, qui ne fut introduite par des personnalités prestigieuses, influentes nationalement ou localement comme Victor Basch, secrétaire national de la LDH, Léon Jouhaux, secrétaire de la CGT, les députés-maires Auriol, Billières, Naples - ce dernier maire de Condom - ainsi que d'innombrables maires socialistes de bourgs ruraux.

La présence de ces responsables apportait aux antifascistes et surtout à leurs interventions politiques à la fois autorité et légitimité et leur donnait aussi la possibilité de pouvoir s'adresser à un auditoire français. Cet appui fut suscité tout d'abord par les affinités politiques ou idéologiques. Les liens devinrent de plus en plus solides avec la montée en France des ligues d'extrême droite. Face à des formations qui nourrissaient une grande admiration pour le système mussolinien, l'antifascisme devenait pour la gauche et les démocrates français une valeur essentielle à défendre en Italie mais aussi en France.

La vie en exil

La vie publique et politique de ces réfugiés ne fut qu'un aspect de leur existence en exil. S'exiler pour toute personne, de toute origine signifie abandonner son travail, ses biens, son univers affectif et culturel. Pour tout individu, l'exil est avant tout déracinement et mutilation. Abandonner son pays, c'est se séparer d'une partie de soi et accomplir un voyage vers l'inconnu, l'incertitude, la précarité. Cela signifie connaître aussi le déclassement social et économique. Cette condition partagée par tous les exilés de n'importe quelle culture, arrivés sur n'importe quelle terre d'asile fut aussi celle des réfugiés italiens du Sud-Ouest.

D'après nos investigations, tous ces réfugiés furent indistinctement confrontés à des difficultés matérielles. Ceux qui avaient eu en Italie des activités prestigieuses et élitistes durent s'adapter aux travaux précaires et instables. Enseignants universitaires, journalistes, avocats devaient se résoudre à des activités plus variées, voire des métiers manuels.

Les cas de Silvio Trentin et Giovanni Banchieri illustrent bien cette reconversion forcée : Trentin, professeur de droit à l'université de Venise, s'improvisa d'abord agriculteur dans la campagne gersoise puis fut ouvrier dans l'imprimerie Bousquet à Auch pour enfin se transformer en libraire à Toulouse. L'avocat socialiste Banchieri dut travailler comme manœuvre du bâtiment.

Si certains réfugiés réussirent à échapper à la dévalorisation sociale en occupant des charges administratives et des responsabilités au sein des structures sociales et politiques qu'ils avaient eux-mêmes créées, ils partagèrent cependant le dénuement économique des autres exilés car ils ne s'attribuaient que des revenus de stricte survie.

Être exilé alla jusqu'à signifier pour certains la rupture avec leurs familles qui estimaient parfois ce choix trop radical, qui ne considéraient pas l'engagement politique comme un élément essentiel de l'existence ou encore parce que la fracture entre fascistes et antifascistes se situait au cœur même de la famille, comme ce fut le cas pour De Ambris, Frola, Ferrari et Pedrini.

Alceste De Ambris après avoir partagé avec son frère Amilcare les mêmes idées révolutionnaires au sein des mêmes organisations syndicales et politiques, entra en conflit avec ce dernier puisqu'il devint l'un des principaux responsables du syndicat fasciste.

Tout aussi profond était le fossé entre Francesco Frola et son père : celui-ci avait conservé son siège de sénateur lors de la fascisation du Parlement et il avait été le rapporteur de la loi sur déchéance de la nationalité pour raisons politiques, dispositif qui frappa son propre fils.

Parmi les divisions générées par le fascisme, celles des liens familiaux étaient les plus difficiles à compenser, les plus pénibles à supporter et donc celles qui assombrissaient le plus fortement l'existence des exilés, comme en atteste une lettre assez rare dans son genre car les réfugiés étaient trop pudiques pour manifester leurs sentiments et ressentiments.

Mon très cher Emilio, écrivait le 20 mai 1931, après la naissance de sa fille, Oreste Ferrari à son frère, je te remercie pour ta lettre qui, avec celle de Celestina et d'Angiola, furent les seules félicitations en provenance de la famille. Il est vrai que tu écrivais au nom de tous mais les autres auraient pu ajouter une ligne. Qu'a mon enfant à voir avec leur répulsion contre ma façon de penser ? [...] Ce silence généralisé m'a terriblement affecté. J'attendrai avec patience qu'ils changent d'avis et d'ici là je l'aimerai pour vous tous [...]. Je ne t'envoie aucun de mes journaux par peur de te créer des problèmes. Je fais bien ? Et puis, j'imagine que tes idées sont bien différentes des miennes. Embrasse maman de ma part [...]. Oreste¹⁸.

Face aux chagrins, aux inquiétudes et aux menaces que les exilés durent endurer, on peut se demander si l'exil ne génère pas de la haine, de la rancœur et si l'existence même des exilés n'est pas guidée par l'esprit de revanche. Après dix-huit ans d'exil, Victor Hugo restait fermement convaincu que la haine était un sentiment étrange à l'âme de l'exilé. *Le proscrit*, écrivait-il, *ne hait pas le proscripteur, il le combat à outrance*. Pour lui, l'exil était - malgré son lot de solitude et de nostalgie - une renaissance, une source de vie et même de joie engendrée par la condition d'homme libre et par le sentiment de pouvoir enfin être utile.

¹⁸ Cette lettre est conservée dans la fiche de police d'Oreste Ferrari, ACS, fonds CPC, liasse 2022.

Si l'exil restitue à l'individu le droit d'exister, de réintégrer la société des hommes, il ne l'affranchit pas toujours et pas totalement du contrôle de l'État totalitaire. Les exilés réfugiés dans le Sud-Ouest furent l'objet d'une surveillance constante par des espions italiens et la cible d'un discrédit systématique de la part des autorités fascistes.

La stigmatisation de l'action antifasciste servait de support pour réclamer à la France ou à tout pays d'accueil l'arrestation et encore plus efficacement l'expulsion vers l'Italie où le régime aurait pu infliger une peine exemplaire. Ainsi, les exilés, même s'ils vivaient dans un pays libre, étaient confrontés presque quotidiennement à la logique totalitaire et vivaient dans la peur et l'insécurité.

Les différents groupes antifascistes réfugiés sur le territoire français partirent en lambeaux entre 1940 et 1942. Après la débâcle et la dissolution des organisations politiques, les exilés italiens furent frappés par la main répressive de Vichy. Plusieurs antifascistes furent arrêtés et internés dans les différents camps du Sud-Ouest et, paradoxe de l'histoire, ils partagèrent ce sort avec les fascistes car l'État National pétainiste considérait, après l'entrée en guerre de l'Italie, tout Italien comme un ennemi.

Entre 1940 et 1941, les différents camps du Sud-Ouest reçurent entre 250 et 450 Italiens, principalement des fascistes notoires mais également un certain nombre de socialistes, anarchistes et surtout des communistes persécutés au même titre que leurs homologues français.

Avec l'occupation de la zone sud en 1942, certains antifascistes reprendront la route de l'exil vers les pays qui s'étaient déclarés prêts à les accueillir. Les antifascistes socialistes eurent la possibilité de se réfugier en Angleterre, aux États-Unis ou en Amérique du Sud grâce à la mobilisation et aux fonds récoltés depuis longtemps par les exilés italiens déjà présents dans ces pays et par les syndicalistes américains. Seules deux destinations étaient en revanche possibles pour les communistes, le Mexique et l'URSS.

Nombreux furent cependant ceux qui, tout en ayant l'opportunité d'obtenir l'asile politique dans un autre pays et l'assurance d'un avenir digne et prestigieux, décidèrent de rester en France clandestinement. Après le débarquement tant attendu, en juillet 1943, des forces alliées en Sicile, une partie des exilés rentra afin de se mettre au service de leur pays. Campolongo et Trentin en furent. Mais nombreux furent aussi ceux qui s'impliquèrent dans la lutte contre l'occupant en France avant d'aller le combattre en Italie.

Répondant à l'appel du Parti Communiste Italien, une bonne partie des communistes italiens du Sud-Ouest entrèrent dans la Résistance. Ils intégrèrent principalement les FTP-MOI (Francs-Tireurs Partisans Main-d'œuvre Immigrée), une formation partisane cosmopolite constituée d'immigrés et surtout de jeunes exilés juifs et communistes venant de tous les pays soumis à la barbarie nazie et aux dictatures fascistes.

Ils s'activèrent dans les rangs de cette organisation jusqu'à la Libération en payant un lourd tribut : certains périrent dans les attentats, d'autres furent capturés par l'occupant et fusillés ou déportés.

C'est dans un climat de chaos, d'hostilité que se concluait l'histoire de l'antifascisme italien en France. Ce tragique épilogue n'effaçait pas la nouvelle culture politique dont tous les exilés s'étaient enrichis. Les antifascistes du Sud-Ouest rentraient en Italie avec un riche patrimoine dans lequel puiser au lendemain de la Libération. L'exil devenait un héritage avec lequel on pouvait reconstruire le tissu politique et social de l'Italie libérée du fascisme.

Conclusion

En conclusion, si l'exil fut une épreuve fort douloureuse sur le plan humain, il fut très fécond sur le plan politique. L'exil a permis de sauvegarder un patrimoine politique et culturel et de le faire évoluer au contact d'autres cultures.

C'est dans l'exil et sous l'influence de l'environnement français que les antifascistes appréhendent le sens profond et global de la démocratie. Pour toutes les composantes politique y compris les communistes, elle devint une condition intangible et incontournable de la reconstruction de la société italienne. En identifiant la démocratie avec le pluralisme politique et culturel, le progrès, la solidarité et la réduction des injustices sociales, les réfugiés élaborèrent dans l'exil un véritable projet politique. L'exil a constitué donc un véritable patrimoine d'idées et de réflexions. C'est avec cet héritage que les réfugiés retourneront en Italie et bâtiront la République.

A ce stade, il paraît clair que l'exil a fait évoluer l'antifascisme : de simple opposition au totalitarisme, il devient un véritable système de valeurs, gravé dans la Constitution italienne de 1948, mais aussi le socle sur lequel s'est construite l'Europe de l'après-guerre.

Ces valeurs antifascistes, patrimoine commun européen, qui semblaient définitivement acquises et largement partagées sont aujourd'hui en train de vaciller dans bon nombre de pays de l'Union Européenne. Face à l'afflux des nouveaux demandeurs d'asile en fuite des régimes dictatoriaux, des territoires sous le contrôle djihadiste, des pays en guerre où règne le chaos politique, on constate en Europe une montée des nouvelles droites populistes et ethnocentristes. Dans l'Europe des droits de l'homme, les Etats-nations élèvent des murs et déploient des barbelés. Certaines de ces formations bien enracinées dans l'électorat gouvernent leurs Etats. L'intolérance, les égoïsmes nationaux, la peur de l'autre et le rejet sont en train d'éroder les valeurs fondatrices de l'Europe et même son identité. Avec leur vision autoritaire de la gouvernance, ces formations risquent de mettre en péril le système démocratique lui-même.

Aujourd'hui, nous sommes convaincus que les dérives populistes imposent de revenir à l'histoire. L'historien doit faire émerger de l'oubli et du refoulement d'autres périodes sombres où des hommes ont dû prendre le chemin de l'exil. Retracer leur parcours doit contribuer à maintenir ouvertes et humanistes les sociétés d'aujourd'hui.

Nous sommes persuadés que le futur de l'Union Européenne comme communauté de citoyens se joue notamment sur le terrain de l'histoire et de la mémoire. Par notre reconstruction succincte de l'histoire des exilés italiens dans le Sud-Ouest, nous espérons avoir contribué humblement à cette mission.

Carmela Maltone